



Zones de santé (ZS) de Kongolo et Mbulula

Territoire de Kongolo

Province du Tanganyika, République Démocratique du Congo (RDC)

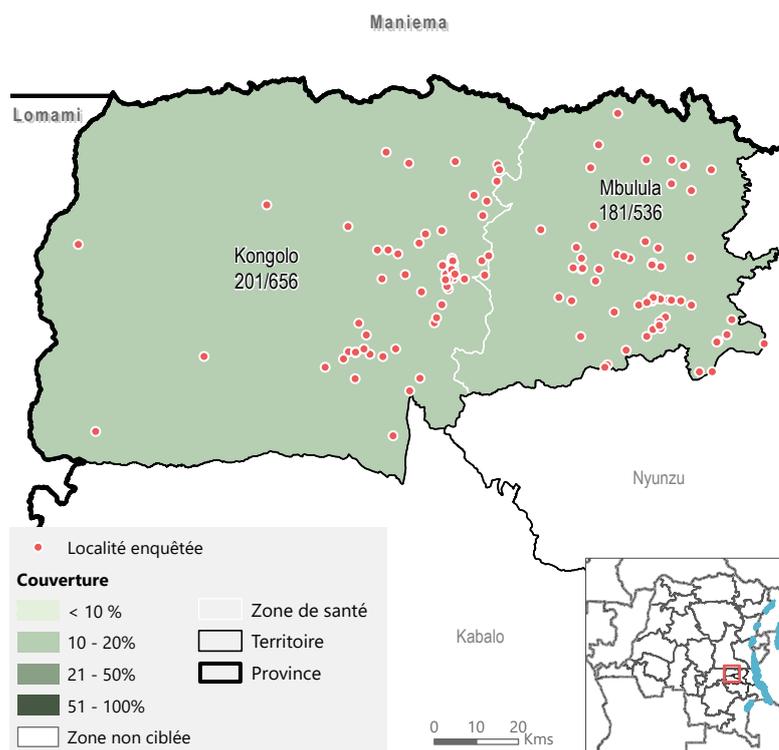
SYNTHÈSE ET DONNÉES CLÉS*

La présence de personnes déplacées internes (PDI)¹ a été rapportée dans plus de la moitié des localités évaluées (57%). Dans 64% de ces localités, le conflit armé était la principale raison de leur présence. Les inondations étaient considérées comme le choc principal qui avait affecté la majorité de la population dans 73% des localités évaluées. De plus, elles semblaient être la cause principale de la destruction des cultures dans 59% des localités évaluées. Par ailleurs, la source d'eau principale pour boire utilisée par la majorité de la population était une eau de surface dans 36% des localités évaluées.

- 57% où la présence de PDI a été rapportée
- 86% où des PDI vivaient en famille d'accueil (parmi les localités où la présence de PDI était rapportée)
- 67% où la source principale d'eau pour boire pour la majorité de la population était une source non améliorée² ou une eau de surface
- 39% où la majorité de la population ne pouvait pas se rendre à la structure de santé fonctionnelle la plus proche en moins d'une heure de marche
- 50% où la présence de mineurs non-accompagnés a été rapportée
- 59% où le premier besoin prioritaire rapporté pour la majorité de la population était la nourriture
- 62% où aucune assistance humanitaire n'a été reçue au cours des 6 mois précédant la collecte de données

*en % de localités évaluées, selon les informateurs clés

COUVERTURE GÉOGRAPHIQUE



1. Toutes les personnes ayant subi un déplacement forcé en raison d'une crise ou d'un choc et qui résident actuellement à l'intérieur de leur pays d'origine depuis moins de 18 mois.
2. Une source est non-améliorée quand elle n'est pas protégée de l'extérieur, p.ex. puits creusé non-couvert/traditionnel, source naturelle non-aménagée, etc.

CONTEXTE

L'Est de la République Démocratique du Congo (RDC) est caractérisé par une situation humanitaire complexe du fait de la présence de nombreux groupes armés, de tensions intercommunautaires, d'épidémies, de catastrophes naturelles et d'une pauvreté chronique. L'accès physique est souvent limité par la situation sécuritaire, le mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information dans ces zones, REACH a mis en place un suivi de la situation humanitaire au Nord-Kivu, au Sud-Kivu, au Tanganyika et en Ituri. Il a pour objectif de collecter des informations, d'analyser et de partager régulièrement des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans l'ensemble de ces provinces, y compris dans les zones difficilement accessibles. L'ensemble des fiches d'information liées à ce projet, toutes disponibles sur le [centre de ressources](#), donne un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones de santé les plus affectées de ces provinces et de l'évolution dans le temps de ces besoins.

APERÇU DE L'ÉVALUATION

Le suivi de la situation humanitaire a pour but de collecter, d'analyser et de partager des informations sur les besoins humanitaires multisectoriels, l'accessibilité aux services essentiels et de renseigner les dynamiques de déplacement dans les zones de santé (ZS) évaluées.

Cette fiche présente les résultats de la collecte de données ayant eu lieu dans les ZS de Kongolo et Mbulula du 10 au 29 février, portant (sauf indication contraire) sur la période du mois précédant la collecte de données. Ces résultats se basent sur 382 enquêtes conduites à distance auprès d'informateurs clés (IC) dans 135 localités réparties dans les deux ZS du territoire de Kongolo. La méthodologie utilisée pour la collecte de données est dite "zone de connaissance". Elle consiste en des entretiens structurés avec des IC qui possèdent une connaissance approfondie et récente des localités renseignées. Plus d'informations sur la méthodologie sont disponibles en [page 8](#).

NOTE À LA LECTURE

Les résultats, rapportés en % de localités évaluées, sont obtenus grâce aux informations des IC et doivent être considérés comme **indicatifs**. Sauf indication contraire, les résultats de chaque indicateur portent sur une période de **rappel de 30 jours précédant la collecte de données**. Les données présentées sous forme de cartes sont rapportées par ZS, tandis que celles sous forme de texte, graphiques et tableaux sont rapportées pour l'ensemble des localités évaluées (sauf mention contraire).

→ Évolution¹ des résultats clés pour les mois d'**avril 2023** et de **février 2024**

Déplacements

En avril 2023, l'enquête de suivi de la situation humanitaire (HSM) a montré la présence de personnes déplacées internes dans 69% des localités évaluées dans le territoire de Kongolo. Cette proportion a légèrement baissé pour représenter 57% des localités évaluées en février 2024. De plus, la proportion de localités où la présence de personnes retournées était rapportée avait également diminué, évaluées à 21% des localités en avril 2023, contre 8% des localités évaluées en février 2024. Selon les chercheurs et analystes de l'Equipe d'Analyse de crises en RDC (CAT-RDC) dans le [rapport mensuel de déplacement](#) de janvier 2024, les inondations étaient l'une des causes favorisant le déplacement de 3 884 ménages au sein d'une quinzaine de localités dans le territoire de Kongolo.

Sécurité alimentaire

L'accès à la nourriture était le besoin prioritaire de la majorité de la population selon les IC dans 70% des localités évaluées en avril 2023. Ce besoin prioritaire était encore rapporté dans 59% des localités évaluées en février 2024. Malgré cette légère diminution du nombre des localités faisant face à ce besoin, **la situation d'insécurité alimentaire restait préoccupante**. De plus, les inondations semblaient être la cause principale de la destruction des cultures dans 59% des localités évaluées en février 2024. Selon le rapport publié par Fews Net sur [les perspectives de la sécurité alimentaire en RDC](#) en octobre 2023, les inondations étaient l'une des causes qui favoriseraient l'insécurité alimentaire et cela risquait de prolonger la situation de crise (phase 3 de la classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC)) à laquelle font face plusieurs zones de la province du Tanganyika.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

En général, **la situation en EHA restait préoccupante dans le territoire de Kongolo**. En avril 2023, l'enquête HSM a montré que l'accès à l'eau de boisson pour la majorité de la population était limité à une source d'eau non améliorée ou une eau de surface dans 57% des localités évaluées. En revanche, en février 2024, une légère augmentation était observée puisque ce pourcentage s'élevait à 67% des localités évaluées. L'usage de latrines non-hygiéniques ou non-acceptables restait stable entre les deux évaluations HSM passant de 94% à 91% des localités évaluées.

Abris

Durant les deux périodes analysées, la majorité de la population habitait principalement dans des abris en matériaux semi-durables. En avril 2023, il a été rapporté par les informateurs clés l'usage d'abris semi-durables dans 68% des localités évaluées. Cette situation était aussi observée dans 51% des localités évaluées en février 2024, soit une légère diminution. **Selon le cluster Abris, des besoins persistaient dans ce secteur**. En effet, dans la fiche d'information du [Cluster abris Tanganyika](#) de novembre 2023, il a été fait mention de mouvements de population ou de déplacements de population dans le territoire de Kongolo, impliquant la nécessité d'une intervention humanitaire.

Protection

La présence de mineurs non-accompagnés était rapportée dans 93% des localités évaluées en avril 2023. **Cette situation était moins sévère et concernait 50% des localités évaluées en février 2024**. De même, l'implication d'enfants dans des activités économiques était rapportée dans 98% des localités évaluées dans le territoire de Kongolo en avril 2023. Ce problème était rapporté dans une moindre mesure, mais concernait encore 75% des localités évaluées en février 2024.

Éducation

Selon l'évaluation d'avril 2023, certains élèves du niveau primaire assistaient à leurs cours dans des bâtiments temporaires non-durables ou endommagés dans 28% des localités évaluées. Ceci était rapporté dans une moindre mesure, mais concernait 15% des localités évaluées en février 2024. **La fréquentation scolaire de plus de la moitié des filles (entre 6 et 11 ans) était rapportée dans 80% des localités évaluées en avril 2023, contre seulement 50% des localités évaluées en février 2024**. Enfin, la fréquentation scolaire des garçons avait également diminué, car il a été rapporté par les IC que plus de la moitié des garçons (entre 6 et 11 ans) fréquentaient une école primaire dans 92% des localités évaluées en avril 2023, contre 78% des localités évaluées en février 2024. Les frais scolaires étaient la difficulté principale pour accéder à l'éducation la plus souvent mentionnée lors des deux périodes. Selon le rapport publié par le Cluster éducation sur [les incidents contre les écoles](#) au premier semestre de l'année 2023, les inondations étaient mentionnées comme l'une des causes de la destruction des écoles dans la province du Tanganyika.

1. Les évolutions présentées doivent être considérées comme des tendances. Aucun résultat statistiquement significatif ne peut être déduit, de par la nature de la méthodologie choisie. Elles font référence à deux ZS à savoir : Kongolo et Mbulula.

Chocs et dynamiques de déplacements

Dans **64%** des localités évaluées, la population a été affectée par un choc au cours du mois précédant la collecte de données, pourcentage plus élevé au sein de la ZS de Kongolo (**74%**). Parmi les localités affectées, il a été rapporté par les IC que ces chocs correspondaient à des catastrophes naturelles (inondations, glissements de terrain, etc.) dans **73%** des cas. Ce type de choc a impacté **68%** des 53 localités concernées dans la ZS de Kongolo et plus de trois quart (**82%**) des 33 localités concernées dans la ZS de Mbulula. Ces chocs avaient entraîné un large départ dans **74%** des 53 localités concernées de la ZS de Kongolo, mais seulement **9%** des 33 localités concernées dans la ZS de Mbulula.

Personnes Déplacées Internes (PDI)

Dans **57%** des localités évaluées, la présence de PDI a été rapportée. Parmi ces localités, une meilleure situation sécuritaire, la présence de membre de famille et un accès à des moyens de subsistance étaient respectivement rapportés dans **88%**, **48%** et **8%** des cas comme raisons principales pour expliquer le choix de la localité de déplacement. Un rétablissement de la sécurité dans la localité d'origine a été rapporté comme condition principale pour un éventuel retour vers celle-ci dans **87%** des localités concernées.

4 raisons les plus souvent citées pour expliquer le départ des PDI depuis leur localité d'origine, en % de localités évaluées : (77 localités concernées, plusieurs options possibles)

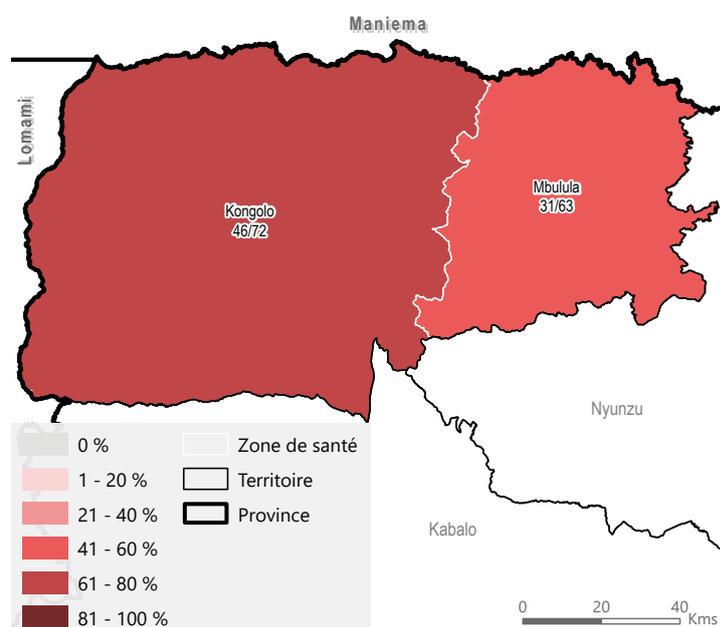


Principaux types de lieux dans lesquels vivaient les PDI dans leur localité de déplacement, en % de localités évaluées : (77 localités concernées, plusieurs options possibles)



La dernière arrivée importante¹ de personnes déplacées datait de plus de 3 mois dans **82%** de localités où leur présence avait été rapportée. Parmi les **18%** de localités où l'arrivée des derniers PDI était récente (moins de 3 mois), cette arrivée aurait eu un léger impact sur les ressources alimentaires disponibles dans 12 des 14 localités et un fort impact dans 1 localité sur 14. Par ailleurs, la communauté hôte était prête à assister les personnes déplacées (PDI, retournés, etc) seulement pour une durée limitée dans **81%** des localités où ils cohabitaient, contre **19%** des localités où la population hôte était prête à les assister aussi longtemps que nécessaire.

% de localités évaluées dans lesquelles des PDI ont été rapportées comme présentes au cours du mois précédant la collecte des données, par ZS :



ZS d'origine des PDI, en % des localités évaluées, top 4 : (77 localités concernées)



Personnes retournées



La présence de personnes retournées² a été rapportée dans **8%** des localités évaluées au cours du mois précédant la collecte de données.

La raison principale qui expliquait la présence des personnes retournées était **l'amélioration de la sécurité** dans la totalité des localités concernées (11/11). Ces mouvements de retour avaient eu lieu au cours des 6 mois précédant la collecte de données dans 8 des 11 localités concernées. Enfin, la majorité des personnes retournées vivaient au sein de familles d'accueil dans 9 localités des 11 concernées.

1. « Important » veut dire qu'au moins 10 ménages ont quitté la localité ou sont arrivés dans la localité.

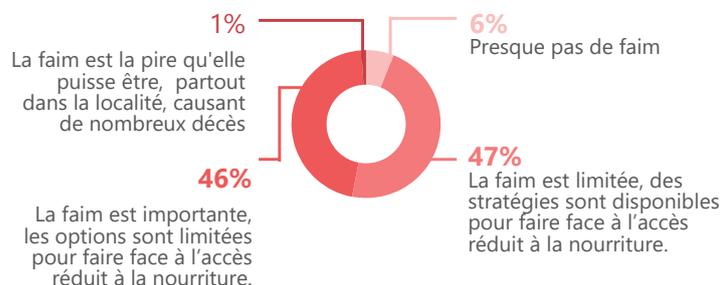
2. Toutes les personnes qui sont volontairement retournées dans leur zone d'origine, sans nécessairement avoir rejoint / retrouvé leur logement ou localité exacte d'origine depuis moins d'un an.



Sécurité alimentaire et moyens de subsistance

L'agriculture était pratiquée par plus de la moitié de la population dans la majorité des localités évaluées (63%) selon les IC. Dans une majorité des localités évaluées (64%), des destructions de cultures au cours des 3 mois précédant la collecte de données avaient été rapportées, principalement causées par des inondations (59%).

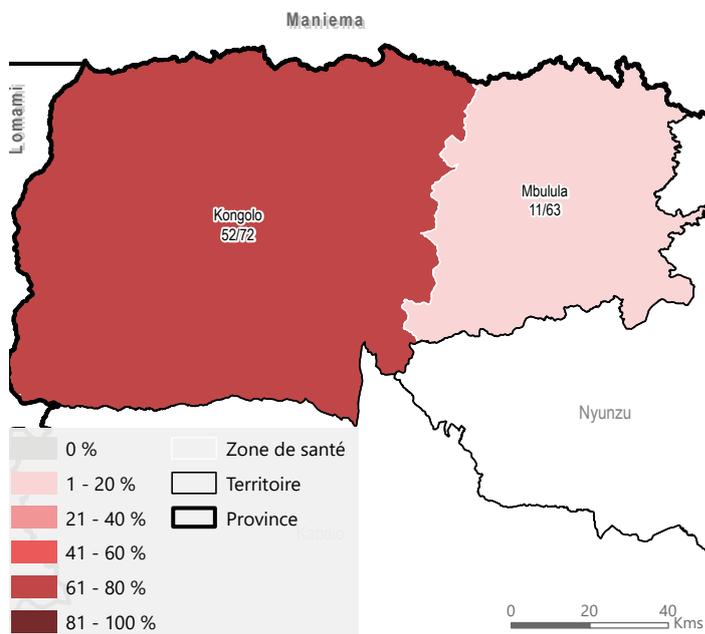
Perception du niveau de la faim de la majorité de la population, en % de localités évaluées :



Proportion rapportée des ménages ayant eu accès à suffisamment de nourriture, en % de localités évaluées, par ZS :

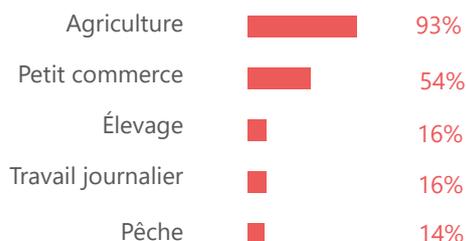
	Kongolo	Mbulula
Plus de la moitié (entre 51% et 75%)	54%	59%
Moins de la moitié (entre 25% et 50%)	11%	41%
Très peu (moins de 25%)	0%	0%
NC ¹	26%	0%

% de localités évaluées, où le niveau de faim de la majorité de la population est à son plus haut niveau selon les perceptions des IC, par ZS :



Afin de faire face au manque de nourriture ou d'argent pour en acheter, les 3 stratégies d'adaptation les plus fréquemment utilisées par certains ménages des localités évaluées étaient l'emprunt de la nourriture et de l'argent auprès d'un ami ou parent (52% des localités évaluées), suivi par la diminution du nombre de repas par jour et / ou des quantités de nourriture par repas (50%) et la cueillette d'aliments sauvages (39%).

Principales sources de revenu rapportées pour les ménages, en % de localités évaluées : (5 réponses les plus souvent citées)



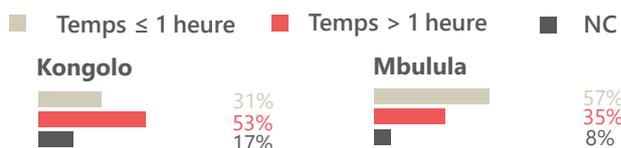
Principales difficultés rencontrées par la majorité des ménages pour utiliser le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées :



Difficultés rapportées par ordre d'importance², limitant la pratique de l'agriculture de façon optimale pour les ménages, en % de localités évaluées :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	0%	2%	13%
Manque de semences et / ou d'outils	24%	14%	16%
Infertilité du sol	20%	1%	1%
Abondance des pluies, inondations	12%	13%	10%
Cultures endommagées et/ou détruites par les insectes	7%	8%	4%
NC	37%	47%	44%

Durée de marche nécessaire selon les IC pour la majorité de la population pour rejoindre le marché fonctionnel le plus proche, en % de localités évaluées, par ZS :



1. Non consensus (NC) est utilisé lorsqu'une réponse commune ne peut être trouvée pour une localité à travers le processus d'agrégation des données (voir méthodologie).

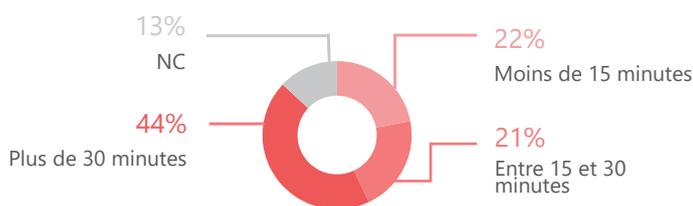
2. Les IC indiquaient successivement les 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} difficultés principales selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les difficultés principales qui n'ont pas été soulevées dans au moins 15% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.

Eau, Hygiène et Assainissement (EHA)

Principale source d'eau utilisée par la population pour boire, en % des localités évaluées, par ZS :

	Kongolo	Mbulula
Source améliorée (protégée de l'extérieur)	31%	24%
Source non-améliorée	31%	31%
Eau de surface	29%	43%
NC	10%	2%

Temps nécessaire estimé pour la majorité de la population pour se rendre à la source d'eau principale, récupérer l'eau et rentrer chez soi, en % de localités évaluées :



Difficultés principales qui limitaient l'accès aux installations sanitaires/latrines pour la majorité de la population, en % de localités évaluées :

(4 réponses les plus souvent citées)

Installations impropres/non-hygiéniques	76%
Installations non-séparées entre femmes et hommes	51%
Installations ne peuvent être fermées, non-privées	23%
Installation non fonctionnelle	14%

Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès à l'eau potable pour la majorité de la population, en % de localités évaluées¹ :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	1%	5%	32%
Nombre insuffisant de points d'eau	28%	12%	3%
Manque de récipients	19%	26%	14%
Point d'eau principal trop éloigné/difficile d'accès	16%	0%	2%
Qualité de l'eau/eau non-potable	9%	19%	19%
Point d'eau non fonctionnel	1%	5%	4%
NC	24%	30%	21%

Selon les IC, dans **91%** des localités évaluées, la majorité de la population utilisait des latrines non-hygiéniques et non-acceptables² pour faire leurs besoins. La défécation à l'air libre a été rapporté dans **4%** des localités évaluées.

Problèmes d'assainissement observés par les IC à proximité des ménages, en % de localités évaluées : (4 réponses les plus souvent citées)

Eau stagnante	76%
Déchets solides domestiques	41%
Présence de matières fécales	41%
Présence de rongeurs/rats	39%

Dans **91%** des localités évaluées, la majorité de la population ne disposait pas de savon et/ou de systèmes fonctionnels de lavage des mains.

Santé

Selon les IC, la majorité de la population avait accès aux soins dans **81%** des localités évaluées. En revanche, dans **39%** des localités évaluées, la majorité de la population ne pouvait pas se rendre à la structure de santé fonctionnelle la plus proche en moins d'une heure de marche à pied. La moustiquaire, outil de base dans la lutte contre les maladies à transmission vectorielle, était possédée par la majorité de la population dans **70%** des localités évaluées.

Principal lieu dans lequel la majorité des femmes ont accouché, en % de localités évaluées :

Dans une structure de santé	68%
À domicile, avec la présence de personnel qualifié	20%
À domicile, sans la présence de personnel qualifié	4%
NC	7%

Difficultés rapportées par ordre d'importance, limitant l'accès aux soins pour la majorité de la population, en % de localités évaluées :

	1 ^{ère} difficulté	2 ^{ème} difficulté	3 ^{ème} difficulté
Aucune difficulté - pas de difficulté supplémentaire	1%	2%	18%
Coût des soins trop élevé (soins, médicaments, etc.)	39%	30%	2%
Manque de médicaments disponibles	11%	39%	0%
Structure de santé trop éloignée	38%	0%	0%
Qualité insuffisante des soins fournis	1%	1%	28%
Manque de personnel qualifié	1%	4%	9%
NC	8%	24%	29%

1. Les IC indiquaient successivement les 1^{ère}, 2^{ème} et 3^{ème} difficultés principales selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucune difficulté / Pas d'autre difficulté supplémentaire" était à chaque fois possible et une même difficulté ne pouvait être rapportée deux fois. Les difficultés principales qui n'ont pas été soulevées dans au moins 5% des localités évaluées ne sont pas indiquées dans le tableau.
2. Latrines à fosse sans dalle ou plateforme, trous ouverts, etc.

Protection

Dans **19%** des localités évaluées, la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité la plupart du temps.

Dans **31%** des localités évaluées, il était également rapporté au moins un incident dans lequel une ou plusieurs habitations avaient été pillées, incendiées ou détruites.

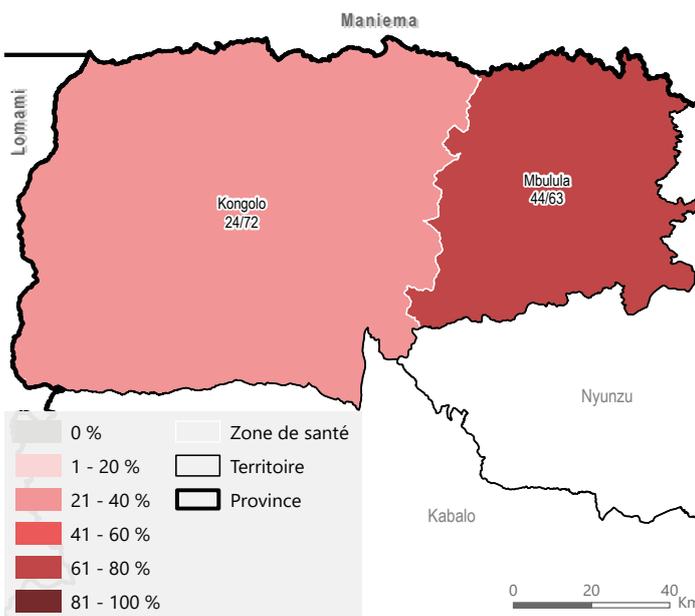
La présence de mineurs non-accompagnés a été signalée dans **50%** des localités évaluées. Dans **75%** des localités évaluées, il a été rapporté qu'une partie des enfants était impliquée dans des activités économiques, en dehors du travail domestique.

Dans **60%** des localités évaluées, la majorité de la population ne disposait pas d'un mécanisme (communautaire, ONG, etc.) de gestion de plaintes et/ou de médiation auquel se référer.

Relation entre la majorité de la communauté hôte (CH) avec les PDI et retournés, en % de localités évaluées : (79 localités concernées)



% de localités évaluées où la présence de mineurs non-accompagnés a été rapportée, par ZS :



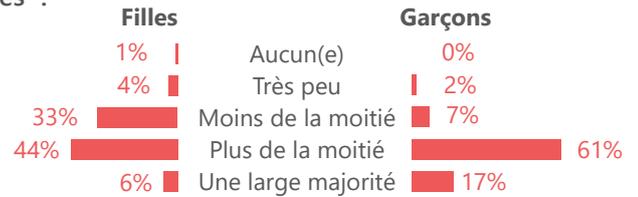
1. Très peu : moins de 25%.
Moins de la moitié : Entre 25% et 49%.
Plus de la moitié : Entre 51% et 75%.
Une large majorité : Entre 76% et 99%.

2. Les réponses NC ne sont pas affichées pour cet indicateur.

Éducation

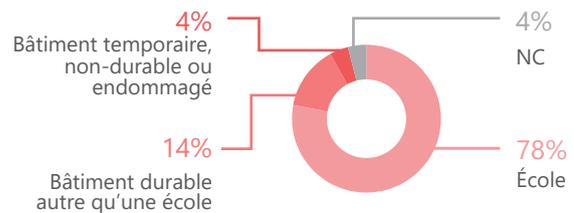
Dans **84%** des localités évaluées, une école primaire fonctionnelle était accessible à moins d'une heure de marche pour la majorité des enfants. Lorsque l'école n'était pas accessible (21 localités concernées), elle était soit inaccessible ou fermée du fait qu'il n'y avait jamais eu d'école primaire fonctionnelle aux alentours (18/21), soit endommagée ou détruite par une cause naturelle (inondations, incendies, etc.) (2/21).

Proportion¹ des filles et garçons de 6 à 11 ans suivant régulièrement une éducation formelle, en % de localités évaluées² :



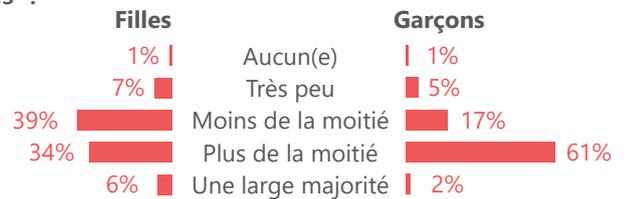
Principal type de lieu utilisé pour l'éducation de la majorité des enfants (6-11 ans) ayant accès à une école primaire fonctionnelle, en % de localités évaluées :

(113 localités concernées)



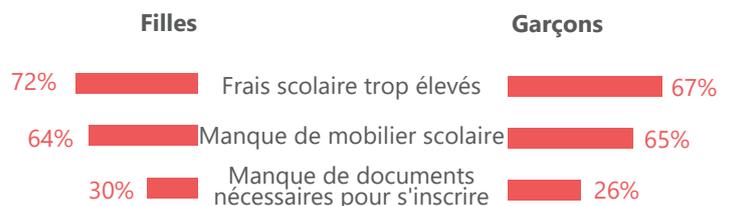
Dans **69%** des localités évaluées, une école secondaire fonctionnelle était accessible à moins d'une heure de marche pour la majorité des adolescents. Lorsque l'école n'était pas accessible (41 localités concernées), elle était soit inaccessible ou fermée du fait qu'il n'y avait jamais eu d'école secondaire fonctionnelle aux alentours (36/41), soit endommagée ou détruite par une cause naturelle (inondations, incendies, etc.) (2/41).

Proportion des filles et garçons de 12 à 17 ans suivant régulièrement une éducation formelle, en % de localités évaluées² :



Principales difficultés limitant l'accès à l'éducation pour la majorité des filles et garçons, en % de localités évaluées :

(3 réponses les plus souvent citées)



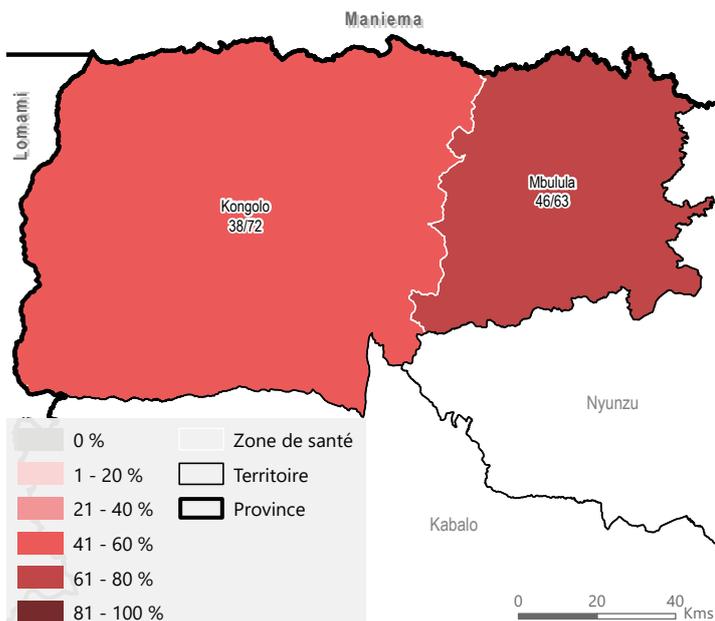
Abris

Principal type d'habitation utilisé par la majorité de la population autochtone/hôte, en % de localités évaluées, par ZS :

	Kongolo	Mbulula
Maisons semi-durables (briques non-cuites, matériaux naturels disponibles, etc.)	35%	70%
Habitats traditionnels durables (paille, bois, etc.)	49%	29%
Maisons durables achevées (briques cuites, ciment, porte, toit, etc.)	4%	0%
NC	11%	0%

Dans **73%** des localités évaluées, la majorité de la population autochtone / hôte ne disposait pas de support de couchage et de couverture. Parmi les 77 localités dans lesquelles la présence de PDI était rapportée, la majorité de ces derniers ne disposait pas de supports de couchage et de couvertures dans **97%** de ces localités.

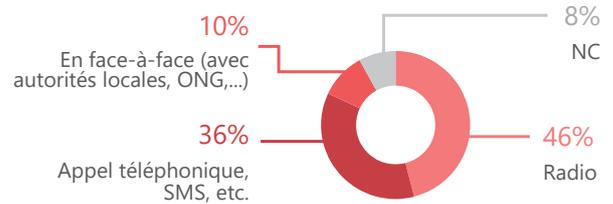
% des localités évaluées n'ayant bénéficié d'aucune forme d'assistance humanitaire au cours des 6 mois précédant la collecte de données, par ZS :



1. Les IC indiquaient successivement les 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème} besoins prioritaires en termes d'intervention humanitaire selon l'ordre d'importance qu'ils estimaient. La réponse "Aucun besoin / Pas d'autre besoin" était à chaque fois possible et un même type de besoin ne pouvait être rapporté deux fois. Les secteurs d'intervention pour lesquels un besoin humanitaire n'a pas été rapporté dans au moins 5% des localités évaluées ne sont pas indiqués dans le tableau.

Redevabilité et communication

Moyen préféré de la majorité de la population pour recevoir des informations selon les IC, en % de localités évaluées :



Principales difficultés limitant l'accès au réseau téléphonique pour la majorité de la population, en % de localités évaluées : (4 réponses les plus souvent citées, plusieurs options possibles)



Dans **86%** des localités évaluées, la couverture par un réseau téléphonique était disponible et continue sans aucune interruption pendant plus de 24 heures.

Majorité de la population n'ayant pas la possibilité d'écouter la radio et/ou d'obtenir des informations issues d'émissions radiophoniques, en % de localités évaluées, par ZS :



Dans **36%** des localités évaluées, une aide humanitaire a été apportée au cours des 6 mois précédant la collecte de données. Parmi les 49 localités concernées, la perception était que l'aide fournie n'aurait pas permis de répondre à temps aux besoins de la majorité des bénéficiaires dans **61%** des localités concernées et serait jugée insuffisante en quantité dans **37%** des localités concernées.

Besoins prioritaires d'intervention humanitaire pour la majorité de la population, rapportés par ordre d'importance¹, en % de localités évaluées :

	1 ^{er} besoin	2 ^{ème} besoin	3 ^{ème} besoin
Nourriture	58%	0%	6%
Eau	10%	31%	12%
Soins médicaux	1%	5%	19%
Education des enfants	2%	3%	5%
Infrastructure routières	1%	2%	5%
Semences et/ou outils aratoires	1%	4%	1%
Articles ménagers essentiels	1%	2%	3%
NC	22%	47%	47%

